

L'EUROZONE AU SECOURS DE LA GRECE ET DE L'EURO

Réunis en urgence dimanche dernier à Bruxelles, les ministres des finances des 16 pays de la zone euro ont adopté un plan d'aide à la Grèce sur 3 ans (2010-2012). Ce ballon d'oxygène de 110 milliards d'euros (du jamais vu à l'échelle internationale !) est alimenté par les 15 partenaires d'Athènes à hauteur de 80 milliards et par le FMI (fonds monétaire international) pour les 30 milliards restants. La contribution de chaque pays étant calculée au prorata de sa participation au capital de la Banque centrale européenne, la France débloquent 6,3 milliards dès cette année, et l'Allemagne 8,4 milliards. Ces sommes seront versées sous forme de prêts bilatéraux à des taux rémunérateurs pour les états prêteurs, tout en étant largement inférieurs à ceux auxquels Athènes était obligée d'emprunter depuis l'emballement de la spéculation sur sa dette.

Alors que ce soutien était attendu depuis plusieurs mois, ce sont deux éléments décisifs nouveaux qui ont enfin permis son déclenchement. Tout d'abord, un plan d'austérité d'une ampleur exceptionnelle avait été présenté quelques heures plus tôt par le premier ministre grec, George PAPANDEOU, et validé par la Commission européenne. Au prix de sacrifices énormes (recul de l'âge de la retraite, baisse du salaire des fonctionnaires, augmentation de la TVA de 21 à 23 %...), Athènes promet de ramener son déficit budgétaire de 14 % en 2009 à 3 % d'ici 2014 : c'est une condition sine qua non imposée par ses partenaires – au premier rang desquels l'Allemagne – qui contrôleront en outre la bonne application de ce plan tous les 3 mois !

Le deuxième élément déclencheur est le fort risque de contagion de la crise à l'ensemble de la zone euro. La dégradation récente de la cote de confiance attribuée au Portugal et à l'Espagne a permis aux incrédules de mesurer à quel point la menace était sérieuse... Au-delà de la dette grecque, c'est donc l'euro lui-même qu'il s'agit de sauver !

Les 16 chefs d'état et de gouvernement de la zone euro doivent encore se réunir vendredi pour entériner formellement ce plan (mais « *pas question de revenir dessus* » a averti Jean-Claude JUNCKER, le Président de l'Eurogroupe) et surtout tirer les leçons de la crise. Pas besoin cependant d'être un grand économiste pour comprendre que plus de solidarité et de cohésion entre pays partageant la même monnaie serait un minimum ...

Alain MARTY

Centre d'Information Europe Direct